

1- Les relations extérieures du Canada

Manon Tessier

Volume 24, numéro 3, 1993

Mondialisation et mutations politiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703213ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703213ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Tessier, M. (1993). 1- Les relations extérieures du Canada. *Études internationales*, 24(3), 653–675. <https://doi.org/10.7202/703213ar>

Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec

Manon TESSIER*

I – Les relations extérieures du Canada

(avril à juin 1993)

A — Aperçu général

Le Canada vivait, ce trimestre, la fin d'une époque politique avec le départ du premier ministre Brian Mulroney qui dirigeait le pays depuis 1984. M. Mulroney participait donc à ses derniers événements internationaux en effectuant notamment en Europe une « tournée d'adieu », un geste qui, dans un contexte d'austérité économique, d'une part, et d'éventuelles élections, d'autre part, était l'objet de critique.

M. Mulroney démissionnait le 25 juin pour céder sa place au nouveau chef du Parti conservateur du Canada, Mme Kim Campbell. Celle-ci avait été choisie chef du Parti et, de ce fait, Première ministre désignée, le 13 juin, au deuxième tour de scrutin par les délégués présents au Congrès du PC¹. Elle devenait le 19^e Premier ministre du Canada et la première femme à occuper cette fonction dans l'histoire de la fédération canadienne. Les journaux canadiens et étrangers publièrent à cette occasion de nombreux articles sur la carrière de Mme Campbell, une personnalité, il y a quelques années à peine, encore inconnue de la scène publique².

Mme Campbell constituait une équipe renouvelée et un cabinet de taille réduite, ce qui modifia le paysage de la politique étrangère canadienne. Par exemple, M. Tom Siddon remplaçait Mme Campbell comme ministre la Défense tandis que M. Perrin Beatty succédait à Mme McDougall au Secrétariat d'État aux affaires extérieures. M. Tom Hockin se voyait confier les responsabilités du Commerce extérieur alors que M. Jean Charest, principal adversaire de Mme Campbell lors de la course à la chefferie,

* Documentaliste au CQRI.

1. Jean DION, *Le Devoir*, 14 juin 1993, pp. A1-A8; Jeff SALLOT et ROSS HOWARD, *The Globe and Mail*, 14 juin 1993, pp. A1-A2.
2. *Le Monde*, 15 juin 1993, p. 7; *Le Devoir*, 15 juin 1993, p. A4; *The Globe and Mail*, 14 juin 1993, p. A21.

devenait notamment vice-premier ministre. Enfin, retenons de ce remaniement les disparitions du titre de ministre des Relations extérieures et du Développement international et de tous les ministères d'État³.

B — Les politiques de défense

1 — Les ressources canadiennes pour le maintien de la paix

En dépit du retour des contingents de Somalie et de Chypre, la capacité des Forces armées canadiennes d'accroître leur participation en matière de maintien de la paix demeurait une préoccupation pour les autorités canadiennes. A ce sujet, le Lieutenant-général Gordon Reay, Commandant des Forces terrestres, rappelait que le Canada détient le premier rang mondial avec le pourcentage le plus élevé de son armée en service actif à l'étranger et qu'un nombre important de ces soldats sont en situation de combat⁴. Les questions de l'équipement des troupes et de la formation spécialisée des soldats canadiens de la paix étaient de nouveau soulevées⁵. La secrétaire d'État aux Affaires extérieures admettait de son côté que la capacité du Canada de fournir des troupes terrestres est maintenant «très limitée». Les possibilités restantes, estimait-elle, se situent du côté des forces navales et aériennes, et c'est à ce niveau, considérant les besoins de l'ONU, que le Canada envisagerait d'augmenter sa participation aux opérations de maintien de la paix⁶.

2 — Le Canada, l'OTAN et le conflit en ex-Yougoslavie

La date du 12 avril restera marquée dans les annales de l'OTAN en raison de la réalisation de sa première mission de combat depuis sa création⁷. En effet, l'Alliance initia à cette date une série de patrouilles aériennes destinées à faire respecter l'interdiction de survol au-dessus de la Bosnie. Près de 70 avions américains, français, néerlandais et britanniques y ont été engagés. Toujours en avril, les pays membres de l'OTAN convenaient de renforcer le blocus naval contre la Serbie et le Monténégro⁸. Le Canada dépêchait à cet effet le destroyer *Algonquin* qui arrivait en mer Adriatique à la fin de juin⁹.

La coopération entre les Alliés au sein de l'OTAN prenait également la forme de déclarations verbales alors qu'à la fin du mois d'avril, la Grande-Bretagne assurait le gouvernement canadien de son aide militaire dans

3. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 25 juin 1993.

4. Paul KORING, *The Globe and Mail*, 27 mai 1993, pp. A1 et A2.

5. *Ibid*; voir aussi *The Globe and Mail*, 10 juin 1993, p. A5.

6. *The Globe and Mail*, 6 mai 1993, p. A3; *The Ottawa Citizen*, 6 mai 1993, p. C5.

7. *The Globe and Mail*, 13 avril 1993, pp. A1-A2; *Le Devoir*, 10-11 avril 1993, p. A7; *Le Monde*, 10 avril 1993, pp. 1 et 11.

8. *Le Devoir*, 29 avril 1993, pp. A1-A8.

9. *La Presse*, 26 juin 1993, p. E1.

l'éventualité d'une attaque contre les troupes canadiennes stationnées à Srebrenica sous l'égide de l'ONU. La secrétaire d'État aux Affaires extérieures accueillait avec satisfaction une telle offre qui, selon elle, démontrera à la Serbie le caractère collectif de la défense des zones protégées¹⁰.

Les 25 et 26 mai, les stratèges de l'OTAN se penchaient sur le «programme d'action commun» présenté le 22 mai par la France, l'Espagne, le Royaume-Uni, les États-Unis et la Russie. Certains ministres de la Défense de l'OTAN, réunis quelques jours plus tard dans le cadre de leur rencontre habituelle, exprimaient des réserves face à ce plan¹¹. Le Canada, pour sa part, insistait sur le fait que la Déclaration de Washington ne constituait qu'une «étape provisoire» et préconisait «une approche plus explicite» tenant compte de la mise en œuvre du Plan Vance-Owen¹².

Le programme de Washington n'a pas été le seul sujet de polémique entre les Alliés. Le soutien au Plan Vance-Owen, l'engagement militaire terrestre des États-Unis et la protection aérienne des populations civiles faisaient aussi l'objet de discussions notamment lors de la réunion à Athènes les 10 et 11 juin des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN¹³. En prévision de cette réunion, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'était déclarée en faveur de l'examen de sanctions contre la Croatie et de la rétrocession des territoires acquis par la force¹⁴. Plus tôt au cours du trimestre, elle avait aussi indiqué que le Canada verrait d'un bon œil la création de zones de protection à titre de mesures temporaires pour les populations civiles¹⁵.

C — Les politiques économiques et commerciales

L'artisan au Canada de l'Accord de libre-échange nord-américain, M. Michael Wilson, annonçait à la mi-juin son retrait imminent de la vie politique¹⁶. Il pilotait toutefois le dossier des négociations sur les accords parallèles de l'ALENA jusqu'au remaniement ministériel du 25 juin. Trois séries de négociations avaient lieu ce trimestre, soit à Mexico à la mi-avril, à Ottawa, du 19 au 22 mai et à Washington les 8 et 9 juin¹⁷.

10. Paul KORING, *The Globe and Mail*, 26 avril 1993, pp. A1-A6.

11. *Le Monde*, 26 mai 1993, p. 4, 27 mai 1993, p. 3 et 28 mai 1993, p. 3; *La Presse*, 27 mai 1993, p. E1; Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Déclaration no 93/43*, 27 mai 1993.

12. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Déclaration no 93/43*, 27 mai 1993.

13. *Le Monde*, 11 juin 1993, p. 3; *Le Devoir*, 11 juin 1993, p. B3.

14. *La Presse*, 4 juin 1993, p. A8; voir aussi Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Déclaration 93/43*, 27 mai 1993.

15. *La Presse*, 13 mai 1993, p. B6; voir aussi *The Globe and Mail*, 26 mai 1993, p. A8.

16. Drew FAGAN, *The Globe and Mail*, 16 juin 1993, pp. B1-B2; *Le Devoir*, 17 juin 1993, p. A4.

17. Voir Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no 109*, 7 mai 1993; Drew FAGAN, *The Globe and Mail*, 19 mai 1993, pp. B1-B2 et 22 mai 1993, pp. B1-B2; *Le Devoir*, 22-23 mai 1993, p. B1 et 11 juin 1993, p. A5; *The Globe and Mail*, 11 juin 1993, p. B4.

Mis à part l'échange de textes préliminaires, les négociations de ce trimestre n'évoluaient pas vers une entente et l'on évoquait même la possibilité d'une réunion ministérielle. L'un des principaux points litigieux concernait l'imposition de sanctions commerciales en cas de violation des accords sur le travail et l'environnement. Le Canada et le Mexique s'opposaient à cette forme de recours commercial¹⁸.

Quoi qu'il en soit, le Canada devenait, ce trimestre, le premier des trois pays engagés dans l'ALENA à soumettre cet accord à sa législation. À ceux qui s'inquiétaient de la perte de pouvoir de négociation du Canada, alors que les accords parallèles ne sont pas encore conclus, le ministre Wilson rétorquait que le contenu de l'accord n'influeait en rien sur les ententes additionnelles¹⁹. C'est par une majorité de 140 voix contre 124 que la Chambre des communes adoptait le 27 mai le projet de loi C-115 sur la mise en œuvre de l'ALENA²⁰. Le Sénat à majorité conservatrice lui donnait son aval le 23 juin²¹.

Par ailleurs, le ministre des Finances, M. Don Mazankowski, déposait le 26 avril, soit près de deux mois après la date habituelle, le budget fédéral pour l'année 1993-1994. Il s'agit du dernier budget du gouvernement conservateur avant les élections générales. Parmi les mesures annoncées, notons que la hausse du budget de la Défense sera contenue au niveau de l'inflation et que l'aide internationale sera limitée à une croissance de 1,5%. Une fois de plus, la réduction des budgets de fonctionnement des ministères et la fusion ou l'élimination d'organismes fédéraux étaient préférées à la mise en application de nouvelles taxes ou hausses d'impôt. Quant au déficit, il devrait atteindre cette année \$32,6 milliards alors que la dette publique s'élèverait à \$491,2 milliards²².

D — Les politiques d'aide au développement

Le 21 avril, la ministre des Relations extérieures et du Développement international, Mme Monique Vézina, a dressé devant les membres du Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce extérieur un bilan des décisions prises par l'ACDI à la suite des dernières compressions budgétaires. La ministre a alors précisé que les crédits reliés au soulagement de la famine, à l'aide à l'enfance ainsi que les fonds affectés au Centre de recherches pour le développement international et au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique n'ont pas

18. Voir Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, *Déclaration no 93/49*, 18 juin 1993.

19. Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, *Déclaration no 93/40*, 27 mai 1993.

20. Manon CORNELIER, *Le Devoir*, 28 mai 1993, p. A5; Ross HOWARD, *The Globe and Mail*, 28 mai 1993, p. A3.

21. Drew FAGAN, *The Globe and Mail*, 24 juin 1993, pp. B1-B13.

22. Chantal HÉBERT, *Le Devoir*, 27 avril 1993, pp. A1-A10 et A6; Alan FREEMAN, *The Globe and Mail*, 27 avril 1993, pp. A1-A7.

été touchés. Au niveau de l'aide bilatérale, le Canada se propose de concentrer son aide en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest grâce à des projets de coopération régionale, de démocratisation et d'entrepreneuriat. La réduction des dépenses entre les régions se fera «équitablement» et les pourcentages de l'aide bilatérale se répartiront comme suit : Afrique (45 %), Asie (37 %) et Amériques (13 %). Il est donc, à ce titre, faux de prétendre que le Canada favorise les pays de l'Est et de l'ex-Urss puisque 5 % de l'enveloppe de l'assistance internationale y sont consacrés, a conclu Mme Vézina²³.

E — Les politiques d'immigration

Le gouvernement canadien proposait le 25 mai une deuxième série de changements pour sa nouvelle loi sur l'immigration. Ces changements toucheront principalement la scolarité des immigrants et leur connaissance de l'une des deux langues officielles²⁴. D'autre part, une restructuration du réseau des bureaux canadiens des visas à l'étranger débutait en mai, soit par la fermeture, la réduction ou l'augmentation des ressources de ces points de service. La restructuration étalée sur cinq ans s'appliquera dès cet été aux bureaux des États-Unis, de la Barbade, du Costa Rica et de la Malaysia²⁵. Enfin, le gouvernement modifiait sa réglementation afin d'exiger la détention d'un visa de visiteur au Canada pour un citoyen originaire d'Israël. En 1992, 2050 Israéliens ont profité de la dispense de ce document pour demander le statut de réfugié au Canada, comparativement à 281 en 1991 et à 65 en 1990²⁶.

F — Organisations et réunions internationales

1 — L'ONU

Peu avant sa tournée européenne, le Premier ministre rencontrait le 4 mai, à New York, le Secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, qui l'a informé de la possibilité d'augmenter le nombre de Casques bleus en Bosnie-Herzégovine. En conférence de presse, M. Mulroney a laissé entendre que l'envoi de nouvelles troupes était lié à la réussite du Plan de paix Vance-Owen. Les deux hommes ont également évoqué la possibilité de prolonger l'engagement canadien en Somalie²⁷.

23. Ministre des Relations extérieures et du Développement international, *Communiqué no 93/15*, 21 avril 1993; *Le Devoir*, 23 avril 1993, p. A5.

24. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 93-19*, 25 mai 1993; Donn DOWNEY, *The Globe and Mail*, 26 mai 1993, pp A1-A2.

25. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 93-18*, 21 mai 1993.

26. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 93-16*, 10 mai 1993.

27. *The Ottawa Citizen*, 4 mai 1993, p. A6; *The Toronto Star*, 4 mai 1993, p. A1; *La Presse*, 4 mai 1993, p. B4.

Toujours en mai, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Mme Sadako Ogata, était de passage à Ottawa. Ses entretiens, notamment avec le ministre canadien de l'Immigration, ont porté sur la protection des réfugiés en cas de crise internationale²⁸. Une contribution de \$ 9 millions à cet organisme a été également annoncée par le Canada lors de cette visite²⁹.

Par ailleurs, M. Boutros-Ghali nommait, le 21 mai, le ministre canadien des Affaires constitutionnelles et ancien Premier ministre, M. Joe Clark, au poste de Représentant spécial de l'ONU à Chypre³⁰. M. Clark, qui a annoncé son retrait de la vie politique après les prochaines élections, demeurera député tout en assumant ses nouvelles fonctions. Il présidait d'ailleurs, quelques jours plus tard, une nouvelle séance de pourparlers entre les Chypriotes grecs et turcs³¹. D'autre part, tel que prévu, les soldats canadiens mettaient fin à leur mission dans cette île de la Méditerranée le 15 juin³². Signalons aussi qu'au cours du trimestre, la Russie a utilisé son veto pour contrer une résolution au sujet du partage des coûts de la force onusienne à Chypre³³. On sait que le Canada a depuis longtemps œuvré pour un tel projet.

Enfin, outre ces dossiers, le Canada poursuivait aussi ses efforts pour aider la Commission d'experts des Nations Unies sur les crimes de guerre en versant le 1^{er} avril un montant de \$ 300 000 à cet organisme³⁴ puis en dépêchant une seconde fois une équipe d'enquête sur le terrain³⁵. Celle-ci se rendait à Sarajevo à la fin de juin.

2 – La Conférence mondiale de l'ONU sur les droits de l'homme

La Conférence mondiale sur les droits de l'homme, la première depuis celle de Téhéran en 1968, rassemblait du 14 au 25 juin à Vienne les chefs d'État, les ministres et les délégués de quelque 160 pays. Le Canada, pour sa part, y était représenté par la député de Winnipeg, Mme Dorothy Dobbie, en remplacement de la ministre des Affaires extérieures retenue au pays par des réunions de Cabinet. A cette réunion, la représentante canadienne faisait la promotion de certaines idées dont l'établissement d'un Tribunal international de justice et la création d'un poste de Haut-Commissaire aux

28. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 114*, 17 mai 1993.

29. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 93-18*, 19 mai 1993.

30. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 119*, 21 mai 1993; Jeff SALLOT, *The Globe and Mail*, 22 mai 1993, pp. A1-A2.

31. *The Gazette*, 29 mai 1993, p. B5; *The Ottawa Citizen*, 25 mai 1993, p. D14.

32. *La Presse*, 16 juin 1993, p. B5; *The Gazette*, 16 juin 1993, p. A18; *The Ottawa Citizen*, 19 juin 1993, p. A3.

33. *The Toronto Star*, 12 mai 1993, p. A14; *The Gazette*, 6 mai 1993, p. A11.

34. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 80*, 1^{er} avril 1993.

35. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 135*, 22 juin 1993.

droits de la personne. Le Canada annonçait aussi lors de cette conférence l'octroi de \$ 500 000 au Centre pour les droits de la personne afin de favoriser les droits des femmes³⁶.

3 – La CSCE

Le Canada poursuivait sa participation à des missions de la CSCE. Un Canadien, M. Timothy Williams, dirigeait une mission de huit personnes qui se rendait en Moldavie pour chercher un règlement au conflit dans la région du Trans-Dniestr. Un autre Canadien, M. Keith Swinton, se joignait également à la mission récemment établie par la CSCE en Estonie³⁷.

4 – Les négociations commerciales multilatérales

Un nouvel élan était donné aux négociations de l'Uruguay Round ce trimestre. Les ministres du Commerce extérieur du Japon, des États-Unis, de la Communauté européenne et du Canada se réunissaient à trois reprises pour faire avancer ce dossier, soit à Toronto, le 14 mai, à Paris, le 2 juin et à Tokyo, le 23 juin. Ces discussions servaient à faire le point sur les questions en suspens et à préparer l'ordre du jour du Sommet économique de juillet³⁸.

De plus, à l'issue des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, qui se sont tenues à Washington du 26 avril au 1^{er} mai, les ministres des Finances – dont celui du Canada – appelaient notamment de leurs vœux un «effort universel de coopération» pour une expansion durable de l'économie mondiale et évoquaient «la nécessité immédiate et pressante» de mener à terme les négociations de l'Uruguay Round³⁹. En juin, lors de leur réunion annuelle, le Groupe de Cairns, qui regroupe 14 pays agricoles exportateurs incluant le Canada, se faisait l'écho de ces propos en souhaitant eux aussi la conclusion rapide des négociations de l'Uruguay Round⁴⁰.

5 – La Francophonie

Le report à l'année prochaine des deuxièmes Jeux de la Francophonie était annoncé en mai. Le ministre canadien à la Condition physique et au Sport amateur, M. Pierre Cadieux, participait à Paris à une réunion du

36. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Déclaration no 93/48*, 16 juin 1993; *The Globe and Mail*, 17 juin 1993, p. A10; *Le Devoir*, 17 juin 1993, p. B3.

37. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 95*, 22 avril 1993.

38. Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, *Déclaration no 93/34*, 14 mai 1993 et *Communiqué no 124*, 31 mai 1993; *The Globe and Mail* 24 juin 1993, pp. B1 et B13; *Le Devoir*, 25 juin 1993, p. A4.

39. *Le Bulletin du FMI*, vol. 22, no 10, mai 1993; John SAUNDERS, *The Globe and Mail*, 30 avril 1993, pp. B1-B2.

40. *Le Devoir*, 28 juin 1993, p. A5; *The Globe and Mail*, 28 juin 1993, p. B2.

Comité international des Jeux de la Francophonie où cette demande de la France a été entérinée. En raison de ce report, les Jeux de la Francophonie et les prochains Jeux du Commonwealth, dont le Canada sera l'hôte, se tiendront à l'été 1994, ce qui pourrait soulever des problèmes de disponibilité pour les athlètes canadiens et québécois⁴¹.

6 – L'OCDE

MM. Don Mazankowski et Michael Wilson, respectivement ministre des Finances et ministre du Commerce extérieur du Canada, participaient à Paris le 3 juin à la réunion ministérielle de l'OCDE. M. Wilson y prononçait notamment un discours consacré aux nouveaux arrangements commerciaux et au rôle que peut jouer l'OCDE grâce à son expertise dans le système commercial multilatéral⁴².

7 – L'OEА

L'Assemblée générale de l'OEА s'ouvrait cette année le 6 juin à Managua⁴³. Cette Assemblée avait été précédée par une réunion ministérielle spéciale consacrée à la crise guatémaltèque⁴⁴, l'avant-veille à Washington, et par une réunion ad hoc, la veille, à Managua, sur la question haïtienne⁴⁵. La ministre McDougall, dont il s'agissait de la dernière participation aux activités de l'OEА, représentait le Canada à ces événements mais devait quitter le 6 pour une réunion urgente sur la crise bosniaque. Le discours de Mme McDougall, lu par un haut fonctionnaire, dressait un bilan des activités de l'OEА. Après avoir remarqué que grâce à l'engagement des membres et la création de nouveaux instruments, l'OEА s'est révélée un « défenseur de la démocratie », la ministre estimait que certaines ressources n'avaient pas encore été utilisées de manière optimale. Parmi celles-ci, elle notait l'Unité pour la promotion de la démocratie et l'Organisation interaméricaine de défense, un organe, qui, selon elle, devrait être aboli à moins d'une révision majeure de son rôle. Elle plaidait également en faveur d'une adaptation de l'OEА au changement et d'une gestion efficace des ressources financières de l'organisme. Ainsi, concluait-elle, l'OEА pourra poursuivre le développement de son potentiel en tant que « principal instrument de progrès politique, économique et social de l'hémisphère⁴⁶ ».

41. *Le Devoir*, 8-9 mai 1993, p. A4 et 25 mai 1993, p. A4.

42. Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no 124*, 31 mai 1993 et *Déclaration no 93/41*, 2 juin 1993.

43. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 125*, 2 juin 1993.

44. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Déclaration no 93/42*, 3 juin 1993.

45. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Déclaration no 93/45*, 6 juin 1993.

46. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Déclaration no 93/46*, 7 juin 1993.

8 – L'aide à la Russie, le Sommet de Vancouver et le G7

Le soutien au processus de réforme engagé en Russie était l'objet de plusieurs réunions internationales ce trimestre. Au début d'avril, les membres du Club de Paris et la Russie convenaient d'un rééchelonnement de la dette extérieure de cette dernière, une décision qui réjouissait le Canada⁴⁷. Cette question était aussi au cœur du Sommet américano-russe de Vancouver les 3 et 4 avril. Le Premier ministre canadien lançait la veille du Sommet un plaidoyer en faveur d'une aide d'urgence au président Eltsine. À cette occasion, M. Mulroney annonçait que le Canada accroîtra de 200 millions de dollars son aide à la Russie grâce, plus particulièrement, à une augmentation de 105 millions de dollars de son programme d'assistance technique. Ainsi, par exemple, 15 millions de dollars serviront à la modernisation du secteur du pétrole et 10 millions de dollars à la formation de coentreprises canado-russes tandis qu'une nouvelle ligne de crédit de 30 millions de dollars facilitera l'acquisition par la Russie de matériel et de services médicaux canadiens. L'aide humanitaire sera aussi accrue de 10 millions de dollars et les livraisons de blé interrompues en septembre dernier reprendront⁴⁸.

Toujours en avril, une réunion spéciale des ministres des Finances et des Affaires étrangères du G7 était également consacrée à la question de l'aide à la Russie. Le communiqué final fait état du soutien du G7 aux réformes russes et détaille une assistance financière multilatérale de 43,4 milliards de dollars. À l'issue de cette rencontre, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures accueillait avec satisfaction les récentes décisions concernant la Russie et demandait aux autres membres de la communauté internationale de soutenir les réformes du président Eltsine⁴⁹.

G — Les relations canado-américaines

1 – Questions politiques

Le président américain Bill Clinton invitait le Premier ministre canadien à un déjeuner de travail le 1^{er} juin à la Maison-Blanche. Ce tête-à-tête servait notamment à faire le point sur les consultations de M. Mulroney au sujet de la question bosniaque lors de sa tournée européenne. À l'issue de cette rencontre, M. Mulroney conviait les États-Unis à envoyer des troupes américaines dans cette région afin de renforcer leur «autorité morale» auprès de leurs alliés européens. Outre cette question, les deux hommes

47. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 2 avril 1993.

48. *Ibid.*; Jeff SALLOT, *The Globe and Mail*, 3 avril 1993, pp. A1-A2; voir aussi Oliver BERTIN, *The Globe and Mail*, 2 avril 1993, p. B3.

49. *The Globe and Mail*, 15 avril 1993, p. A5 et 16 avril 1993, p. A8.

ont aussi discuté des dernières tentatives pour dénouer la crise haïtienne et le dossier du libre-échange nord-américain⁵⁰.

Plus tôt en avril, M. Mulroney avait rencontré à Los Angeles l'ex-président Reagan et prononcé une allocution de politique étrangère au *Ronald Reagan Presidential Library and Center for Public Affairs*⁵¹. Sa rencontre le lendemain avec l'ex-président Bush était annulée en raison du mauvais temps à l'aéroport de Houston⁵².

2 – Questions commerciales

La Commission mixte du commerce canado-américain formée du ministre du Commerce extérieur, M. Michael Wilson, et du Représentant au Commerce des États-Unis, M. Michael Kantor, se réunissait à Ottawa le 2 avril⁵³. Cette rencontre ne permettait aucun progrès sensible dans les dossiers litigieux tels que la bière, le blé ou le bois d'œuvre. Une troisième série d'élimination accélérée de certains droits de douane était toutefois annoncée et sa mise en application débutait le 1^{er} juillet⁵⁴.

D'autre part, le Comité de contestation extraordinaire de l'ALE confirmait en avril la position du Canada en rejetant les allégations des États-Unis dans le dossier des exportations de porcs vivants aux États-Unis⁵⁵. Quant au dossier de la bière, ravivé par l'arrivée de la période estivale, il était encore l'objet d'après discussions entre Canadiens et Américains. Les menaces de représailles planaient toujours en fin de trimestre⁵⁶.

En mai, le groupe spécial de l'ALE chargé d'étudier les exportations canadiennes de bois d'œuvre demandait aux États-Unis de réexaminer leurs décisions sur chacun des points soulevés dans ce dossier, à l'exception de celui des exclusions provinciales. Le Canada se réjouissait de ce jugement⁵⁷.

En juin, devant la situation du marché canadien de l'acier, surtout en raison des récentes décisions du Tribunal canadien du Commerce

50. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 13 mai 1993 ; *Le Devoir*, 3 juin 1993, p. A4 ; Graham FRASER, *The Globe and Mail*, 2 juin 1993, p. A8 et 3 juin 1993, p. A8.

51. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 13 mai 1993 et *Discours*, 5 avril 1993 ; Murray CAMPBELL, *The Globe and Mail*, 6 avril 1993.

52. *The Globe and Mail*, 9 avril 1993, p. A4.

53. Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no 85*, 2 avril 1993 ; *Le Devoir*, 3-4 avril 1993, p. B3 ; Drew FAGAN, *The Globe and Mail*, 2 avril 1993, pp. B1-B4.

54. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 141*, 5 juillet 1993.

55. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 88*, 8 avril 1993 ; *The Globe and Mail*, 9 avril 1993, p. B3 ; *Le Devoir*, 10-11 avril 1993, p. B3.

56. *The Globe and Mail*, 16 avril 1993, p. B5 et 11 mai 1993, p. B10 ; *Le Devoir*, 11 mai 1993, p. A6, 20 mai 1993, p. A6 et 25 juin 1993, p. A5.

57. Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no 107*, 6 mai 1993 ; Drew FAGAN, *The Globe and Mail*, 7 mai 1993, pp. A1-A2.

extérieur⁵⁸, le gouvernement fédéral décidait de créer un Comité de surveillance des importations de l'acier⁵⁹. Quelques jours plus tard, le département du Commerce américain annonçait une nouvelle augmentation des marges de dumping appliquées aux exportateurs canadiens de ce produit. Ce geste était qualifié de «choquant» par le ministre Wilson⁶⁰.

Dans d'autres dossiers, notons que le groupe spécial de l'ALE sur les importations de lait canadien UHT à Porto Rico remettait le 10 juin son rapport dans lequel il recommande la réautorisation des ventes de lait s'il est constaté que le produit canadien est fabriqué selon les normes américaines⁶¹. Enfin, en mai, les États-Unis retiraient le Canada de la liste des pays qu'ils soupçonnent de pratiques douteuses dans le domaine de la propriété intellectuelle⁶².

3 – Autres questions

Après plusieurs mois de négociations, souvent difficiles, – le ministre des Pêches s'était même déplacé à Washington en mai –, le Canada et les États-Unis s'entendaient finalement sur la question de la pêche au saumon du Pacifique. Cette entente conclue à la mi-juin est d'une durée d'un an⁶³.

Un autre ministre, M. Michael Wilson, se déplaçait aussi aux États-Unis ce trimestre. L'essentiel des discours qu'il livrait alors consistait à rassurer les investisseurs américains quant à l'orientation de la politique commerciale canadienne à quelques mois des élections fédérales⁶⁴.

H — Le Canada et l'espace européen

1 – Le voyage du Premier ministre en Europe

Le Premier ministre canadien entreprenait du 6 au 14 mai une tournée européenne de quatre pays afin de s'entretenir personnellement avec ses homologues des récents développements sur la scène internationale⁶⁵. Il se rendait d'abord en Russie où les questions de la réforme économique russe

58. Gail LEM, *The Globe and Mail*, 7 mai 1993, pp. B1-B2.

59. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 133*, 17 juin 1993.

60. Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no 136*, 22 juin 1993; *Le Devoir*, 23 juin 1993, p. B3; *The Globe and Mail*, 23 juin 1993, pp. A1-A2.

61. Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no 130*, 10 juin 1993.

62. Marie TISON, *Le Devoir*, 1-2 mai 1993, p. B4.

63. *The Globe and Mail*, 25 juin 1993, p. B2; voir aussi, *Le Devoir*, 18 mai 1993, p. A4 et *The Globe and Mail*, 18 juin 1993, p. B16.

64. Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no 118*, 20 mai 1993; *Déclaration no 93/24*, 6 avril 1993, *Déclaration no 93/39*, 24 mai 1993, *Déclaration no 93/47*, 16 juin 1993 et *Déclaration no 93/49*, 18 juin 1993.

65. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 26 avril 1993.

et de l'engagement militaire en Bosnie étaient les principaux sujets de discussions. Le Canada et la Russie signaient aussi des accords de coopération portant notamment sur les relations économiques et l'environnement et l'annonce de l'ouverture imminente d'un nouveau consulat à St-Pétersbourg était faite⁶⁶. Cependant, l'importance de ces dossiers était occultée par la parution d'une photographie montrant le Président russe et le Premier ministre canadien poser avec deux sangliers abattus lors d'une partie de chasse⁶⁷. Cette image renforça la perception négative de ce voyage et journalistes et politiciens de l'opposition commentèrent amplement cet épisode.

Comme il l'avait fait à Moscou, le Premier ministre identifia comme point majeur de discussion la situation en Bosnie lors de la deuxième étape de ce voyage en Allemagne. Il discutait avec son homologue allemand des possibilités d'un changement de stratégie militaire en Bosnie et des conséquences possibles pour la sécurité des Casques bleus d'une attaque aérienne telle qu'envisagée par les Américains. Le chancelier Helmut Kohl partagea l'inquiétude canadienne concernant la protection des troupes au sol⁶⁸.

L'un des derniers discours de politique étrangère du Premier ministre fut consacré à la situation en Bosnie-Herzégovine. Il le prononça le 12 mai à Londres devant la Chambre de commerce Canada-Royaume-Uni⁶⁹. Affirmant «qu'il est clair que l'envoi de forces navales dans l'Adriatique et la création de zones d'exclusion aérienne n'ont pas eu les effets désirés», le Premier ministre précisait la position du Canada dans ce conflit. Tout consensus ralliant le Conseil de sécurité et assurant la sécurité des Casques bleus satisfierait le Canada s'il répond à certains critères (cf. section sur l'ex-Yougoslavie). Des entretiens avec le premier ministre Major et la reine Élisabeth II complétaient cette escale en Grande-Bretagne.

M. Mulroney était ensuite reçu en France, dernière étape de ce périple, où il rencontrait le président Mitterrand et le premier ministre Balladur. Bien que le dossier bosniaque ait encore fait l'objet de discussion, les échanges entre M. Mulroney et ses vis-à-vis ont notamment servi à faire le point sur les relations bilatérales entre les deux pays avec l'arrivée d'un gouvernement de droite en France. M. Mulroney a par ailleurs rendu hommage à l'ancien premier ministre Pierre Bérégovoy et a remis à M. Mitterrand la copie d'une lettre que lui avait adressée M. Bérégovoy peu avant son décès le 1^{er} mai⁷⁰.

66. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 8 mai 1993 (2 communiqués) et *Discours*, 7 mai 1993; *The Globe and Mail*, 7 mai 1993, p. A10 et 10 mai 1993, p. A8.

67. *La Presse*, 10 mai 1993, p. A1; *The Globe and Mail*, 13 mai 1993, p. A11; *The Ottawa Citizen*, 8 mai 1993, p. A2.

68. *The Globe and Mail*, 11 mai 1993, p. A7; *Le Devoir*, 11 mai 1993, p. A5.

69. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 12 mai 1993; Paul KÖRING, *The Globe and Mail*, 13 mai 1993, p. A8; Philippe DUBUISSON, *La Presse*, 13 mai 1993, p. B1.

70. *The Globe and Mail*, 14 mai 1993, p. A6; Philippe DUBUISSON, *La Presse*, 14 mai 1993, cité par *L'Argus*, 14 mai 1993, p. A22; *Le Devoir*, 14 mai 1993, p. 1.

2 – Le conflit en ex-Yougoslavie

Le conflit en ex-Yougoslavie était omniprésent tout au long du trimestre et les dirigeants canadiens poursuivaient leur implication dans ce dossier tant diplomatiquement (cf. la tournée du Premier ministre en Europe) qu'au sein des organisations internationales (cf. OTAN et ONU).

Sur le terrain, quelque cent quarante Casques bleus canadiens entraient le 18 avril dans l'enclave de Srebrenica, ville assiégée par les Serbes de Bosnie depuis des mois, pour superviser la reddition de la ville et l'évacuation des blessés⁷¹. Le 28 avril, une soixantaine de soldats canadiens rejoignaient leurs compatriotes déjà présents dans la ville⁷² et le Canada espérait aussi voir gonfler les effectifs de Srebrenica par l'ajout de soldats d'autres pays⁷³. Bien que l'enclave ait été déclarée zone démilitarisée par l'ONU, le processus de désarmement ne satisfaisait pas les Serbes qui exigeaient une démilitarisation complète ou le retrait des troupes canadiennes⁷⁴. Les 200 Casques bleus canadiens demeuraient toutefois sur place mais étaient, à l'instar du reste du contingent canadien en Bosnie, remplacés par des troupes fraîches⁷⁵.

Les combats ne diminuaient pas ailleurs dans l'ex-république et c'est dans ce contexte de tension que la secrétaire d'État aux Affaires extérieures se rendait en Croatie et en Bosnie-Herzégovine au début de mai⁷⁶. En Croatie, les 3 et 4 mai, elle rencontrait des membres de l'État-major de la FORPRONU dont le lieutenant-général Lars-Érik Wahlgren ainsi que des membres du Haut-Commissariat pour les réfugiés. Un tête-à-tête avec le Président croate, M. Franjo Tudjman, avait aussi lieu et la question du maintien des forces onusiennes sur le territoire croate a été soulevée. Le 5 mai, Mme McDougall s'entretenait avec le Président bosniaque, M. Alija Izetbegovic, avec lequel elle examinait la possibilité d'une augmentation de la participation canadienne à la FORPRONU. Outre ses rencontres diplomatiques, l'agenda de la ministre prévoyait également la visite des troupes canadiennes. Si elle put se rendre dans les zones de combats, à Daruvar et à Sarajevo, en revanche l'accès à l'enclave de Srebrenica fut exclu pour des raisons de sécurité⁷⁷.

71. Paul KORING, *The Globe and Mail*, 17 avril 1993, pp. A1-A2 et 19 avril 1993, pp. A1-A2; *Le Devoir*, 17-18 avril 1993, pp. A1-A12 et 19 avril 1993, pp. A1-A8; *Le Monde*, 20 avril 1993, p. 1; voir aussi *The Globe and Mail*, 8 avril 1993, pp. A1-A5 et *The Ottawa Citizen*, 19 avril 1993, p. A1.

72. *Le Devoir*, 29 avril 1993, pp. A1-A8 et 30 avril 1993, p. B3;

73. Voir Paul Koring, *The Globe and Mail*, 24 avril 1993, p. A8.

74. *Le Devoir*, 27 avril 1993, p. B3.

75. *The Globe and Mail*, 30 avril 1993, p. A6.

76. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 104*, 30 avril 1993; *La Presse*, 3 mai 1993, p. B1 et 6 mai 1993, p. E1; *The Toronto Star*, 4 mai 1993, p. A12.

77. Voir Paul KORING, *The Globe and Mail*, 11 mai 1993, p. A7.

De retour de ce périple, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures se faisait l'écho des propos du premier ministre Mulroney à Londres (cf. la tournée du Premier ministre en Europe) concernant l'engagement militaire canadien dans ce conflit. Le Canada, réitérait-elle, appuiera une action fondée sur les critères suivants :

Premièrement, il faudrait une entente politique claire sur les objectifs ; deuxièmement, il faudrait déterminer l'étendue géographique de cette offensive militaire ; troisièmement, toute action militaire devrait être appropriée aux circonstances ; quatrièmement, les conditions qui déclencheraient une intervention militaire occidentale devraient être clairement énoncées à l'avance pour toutes les parties concernées. Enfin, nous devrions examiner sérieusement le scénario de désengagement avant de nous impliquer encore davantage⁷⁸.

En fin de trimestre, le gouvernement canadien poursuivait toujours ses consultations auprès de ses alliés sur les mesures à prendre dans ce conflit.

3 – La Russie

Le premier ministre Mulroney se réjouissait de la victoire du Président russe, Boris Eltsine, lors du référendum du 25 avril et soulignait que ce vote donnait au Président russe «un mandat clair» pour poursuivre ses réformes⁷⁹. M. Mulroney qui avait donné son appui à son homologue lors du Sommet de Vancouver lui exprimait lui-même ses félicitations lors de son passage à Moscou en mai (cf. la tournée du Premier ministre en Europe).

4 – Aide économique et humanitaire

Le Canada accordait le 16 avril un montant de 2 millions de dollars à titre d'aide humanitaire à la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie. Les fonds serviront à approvisionner en médicaments et fournitures médicales les hôpitaux de ces États⁸⁰. D'autre part, une ligne de crédit de 40 millions de dollars, qui servira à l'acquisition de biens d'équipements et de services, était établie avec la Pologne en mai⁸¹.

78. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Déclaration no 93/36*, 17 mai 1993 ; Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 12 mai 1993.

79. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 26 avril 1993.

80. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 89*, 16 avril 1993.

81. Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no 110*, 11 mai 1993.

I — Le Canada, l'Amérique latine et les Antilles

1 – Le Guatemala

Le Canada condamnait le 26 mai la suspension de la Constitution de même que des instances législative et judiciaire du Guatemala par le président Jorge Serrano⁸². Il suivait de près ce dossier en consultation avec les autres membres de l'OEA et proposait à ses partenaires une intensification des mesures de renforcement de la démocratie, notamment par le biais de l'Unité de promotion de la démocratie et de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, pour éviter à l'avenir de telles situations.

2 – Haïti

Le 17 mai, à l'issue d'un entretien à New York avec l'émissaire spécial de l'ONU et de l'OEA, M. Dante Caputo, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures se déclarait en faveur de l'envoi d'une force de police internationale en Haïti. Le Canada, précisait-elle, pourrait fournir une centaine de participants⁸³. Au lendemain de cette déclaration, le Premier ministre de facto d'Haïti, M. Marc Bazin, se livrait sur les ondes de la télévision haïtienne à une charge verbale contre le gouvernement canadien en qualifiant M. Mulroney de «Premier ministre finissant» «dont l'impatience à envoyer des troupes en Haïti frise l'indécence» et en associant les militaires canadiens à «un ramassis de soldats nazis⁸⁴». M. Mulroney réagissait à ces propos en rappelant le «discrédit» du politicien haïtien qui s'est «volontairement associé» au renversement d'un gouvernement démocratiquement élu.

Le projet d'une force de police internationale était finalement rejeté à la fin du mois de mai par Haïti⁸⁵ et les semaines qui suivirent virent se produire la démission de M. Bazin⁸⁶ et l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité prévoyant la prise de sanctions plus sévères à moins de progrès accompli d'ici le 23 juin. Le Canada appuyait fermement cette résolution⁸⁷. Le 24 juin, un accord avait pu être trouvé pour des négociations directes entre le président Aristide et le général Raoul Cédras⁸⁸.

82. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 123*, 26 mai 1993 et *Déclaration no 93/42*, 3 juin 1993.

83. *Le Devoir*, 18 mai 1993, p. B3.

84. *Le Devoir*, 20 mai 1993, p. B3; *The Ottawa Citizen*, 20 mai 1993, p. A4; *The Gazette*, 20 mai 1993, p. B1.

85. Sylviane TRAMIER, *Le Devoir*, 25 mai 1993, pp. A1-A10.

86. *Le Devoir*, 18 juin 1993, p. B3; *Le Monde*, 18 juin 1993, p. 26.

87. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Déclaration no 132*, 17 juin 1993.

88. *The Globe and Mail*, 23 juin 1993, p. A13; *Le Monde*, 26 juin 1993, p. 6.

3 – Autres questions

Plusieurs missions économiques canadiennes se déroulaient ce trimestre dans des pays latino-américains. Par exemple, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, M. Bill McKnight, dirigeait par deux fois en autant de mois une mission économique au Mexique⁸⁹. Il s'agissait d'une initiative inédite puisqu'en raison de la politique de restrictions du Mexique, les possibilités commerciales dans ce secteur étaient auparavant limitées. Autre exemple, une mission de sociétés minières canadiennes se rendait au Chili du 18 au 23 avril⁹⁰. Suivait, peu de temps après, une mission de promotion du commerce dirigée par le ministre du Commerce extérieur, M. Michael Wilson, et dont l'itinéraire comportait un volet chilien et un volet argentin⁹¹. Dans ces deux pays, M. Wilson rencontrait les principaux ministres intéressés par les questions commerciales et il prononçait plusieurs discours traitant des objectifs d'affaires du Canada dans la région.

J — Le Canada et le Moyen-Orient

1 – Le raid contre Bagdad

Le Canada endossait le raid des missiles de croisière lancé le 26 juin sur le siège des services secrets irakiens à Bagdad. L'attaque américaine, des représailles à la suite de la découverte de preuves attestant une tentative d'attentat sur la personne de l'ancien président Bush, était qualifiée de «réaction entièrement compréhensible» par la nouvelle Première ministre, Mme Kim Campbell⁹². Interrogée au sujet de la raison pour laquelle le Canada n'avait pas été averti du geste américain, Mme Campbell précisait que son gouvernement n'avait pas été consulté «puisque'il n'est pas engagé dans les opérations de la région». Elle entendait toutefois soulever cette question lors de sa première rencontre avec le président Clinton.

89. Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, *Communiqué no 93/34*, 13 avril 1993, *Communiqué no 93/35*, 15 avril 1993, *Communiqué no 93/47*, 14 mai 1993 et *Communiqué no 93/48*, 18 mai 1993.

90. Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no 90*, 16 avril 1993.

91. Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no 96*, 22 avril 1993, *Communiqué no 101*, 28 avril 1993, *Communiqué no 105*, 30 avril 1993, *Déclaration no 93/27*, 27 avril 1993, *Déclaration no 93/28*, 28 avril 1993, *Déclaration no 93/30*, 29 avril 1993 et *Déclaration no 93/31*, 29 avril 1993.

92. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 27 juin 1993; *Le Devoir*, 28 juin 1993, pp. A1-A14; *The Ottawa Citizen*, 28 juin 1993, p. A1 et 29 juin 1993, p. A12.

2 – Les négociations de Madrid

La reprise des négociations de paix le 27 avril après quatre mois d'interruption était saluée par le gouvernement canadien. Le Canada, rappelons-le, appuie fermement le processus lancé à Madrid en 1991 et participe à la phase multilatérale des négociations⁹³.

K — Le Canada et l'Afrique (sud du Sahara)

1 – L'Afrique du Sud

Les pourparlers constitutionnels multipartites reprenaient ce trimestre en Afrique du Sud, un geste qui, s'il réjouissait à prime abord⁹⁴, était assombri quelques jours plus tard par l'assassinat du leader noir Chris Hani⁹⁵. C'est dans ce contexte que la secrétaire d'État aux Affaires extérieures se rendait dans ce pays du 18 au 21 mai. Elle rencontrait notamment le président Frederick de Klerk, le président du Congrès national africain, M. Nelson Mandela à qui elle exprimait sa satisfaction devant «les progrès considérables accomplis». Sitôt une entente sur la formation d'un gouvernement démocratique multiracial intervenue, le Commonwealth, précisait la ministre, pourra lever ses sanctions financières⁹⁶. Pour sa part, afin d'appuyer la transition démocratique de l'Afrique du Sud, le Canada annonçait un accroissement de ses projets d'aide à ce pays⁹⁷. En fin de trimestre, la date des premières élections multiraciales avait été fixée au 27 avril 1994, mais on ignorait si cette échéance serait respectée.

2 – L'Érythrée

L'indépendance de l'Érythrée, ancien territoire annexé par l'Éthiopie, a été reconnue le 28 avril par le Canada. Cette décision fait suite aux résultats du référendum sur l'indépendance qui s'était tenu les 23, 24 et 25 avril sous l'égide des Nations Unies. Treize Canadiens s'étaient alors joints à l'équipe internationale chargée d'observer le déroulement de cette consultation populaire⁹⁸.

3 – La Somalie

L'implication de Casques bleus canadiens dans des incidents ayant entraîné la mort de Somaliens⁹⁹ retint l'attention de la population et des

93. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 94*, 21 avril 1993.

94. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 84*, 1^{er} avril 1993.

95. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 91*, 16 avril 1993.

96. Ministre des Relations extérieures et du Développement international (sic), *Communiqué no 113*, 14 mai 1993; *The Globe and Mail*, 20 mai 1993, p. A8.

97. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 117*, 19 mai 1993.

98. Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, *Communiqué no 102*, 28 avril 1993.

99. Ministère de la Défense nationale, *Documentation*, avril 1993.

médias, ce trimestre¹⁰⁰. Au total, quatre incidents se produisirent en février et mars et les enquêtes entreprises alors ne révélèrent aucune irrégularité dans deux des quatre incidents. Toutefois, le déroulement des autres incidents, survenus respectivement les 4 et 16 mars à l'intérieur de l'enceinte du camp canadien, nécessitèrent le 26 avril des explications en Chambre de la part de la ministre de la Défense alors en pleine course au leadership¹⁰¹. Celle-ci reconnut l'existence de difficultés de communication entre le théâtre des opérations en Somalie et le quartier général de la Défense à Ottawa ainsi que la complexité de l'équilibre entre ses responsabilités quasi judiciaires en matière de justice militaire et ses responsabilités d'information auprès du public et du Parlement. Elle se résolut à convoquer une commission d'enquête sur ces deux dossiers et à faire modifier les règlements militaires pour s'assurer de la participation de civils à cette commission. Les premières accusations, pour meurtre au second degré, torture et négligence, furent portées le 19 mai contre quatre militaires¹⁰².

C'est dans ce contexte difficile pour le moral des troupes canadiennes¹⁰³ que la secrétaire d'État aux Affaires extérieures effectuait une brève escale en Somalie le 9 mai après sa visite en Bosnie et en Croatie. Elle profitait de l'occasion pour saluer le travail accompli «dans les plus difficiles circonstances au monde» et visitait les écoles, l'hôpital et le camp de réfugiés situé sur le territoire protégé par les Canadiens¹⁰⁴.

À la mi-juin, leur mandat de six mois au sein de l'opération «Rendre l'espoir» prenant fin, les Casques bleus canadiens quittaient progressivement la région pour être remplacés par les soldats nigériens de l'ONUSOM II¹⁰⁵.

L — Le Canada, l'Asie et l'Océanie

1 – Le Cambodge

L'attention de la communauté internationale était tournée en mai vers le Cambodge où se tenaient dans un climat tendu les élections prévues par les Accords de Paris. Les semaines qui précédèrent cet événement avaient été marquées par de nombreux attentats contre le personnel civil et

100. *La Presse*, 21 avril 1993, p. B8; Geoffrey York, *The Globe and Mail*, 20 avril 1993, pp. A1-A4, 23 avril 1993, p. A4 et 24 avril 1993, p. A6; *The Ottawa Citizen*, 24 avril 1993, p. A4; voir aussi Ministère de la Défense nationale, *Communiqué no 17/93*, 24 juin 1993.

101. Ministère de la Défense nationale, *Allocution*, 26 avril 1993; *Le Devoir*, 27 avril 1993, p. A4; *The Globe and Mail*, 27 avril 1993, p. A4; voir aussi *La Presse*, 29 avril 1993, p. B8.

102. Ministère de la Défense nationale, *Communiqué no 13/93*, 19 mai 1993; Geoffrey York, *The Globe and Mail*, 20 mai 1993, pp. A1-A2; *Le Devoir*, 20 mai 1993, pp. A1-A10.

103. Voir *The Ottawa Citizen*, 26 avril 1993, p. A1.

104. *La Presse*, 10 mai 1993, p. C8; *The Globe and Mail*, 10 mai 1993, p. A8.

105. *Le Devoir*, 20 avril 1993, p. A10; *The Toronto Star*, 1^{er} juin 1993, p. A16; *Le Devoir*, 1^{er} juin 1993, p. A4.

militaire de l'APRONUC, la force de paix de l'ONU. Le Canada se joignait aux autres membres des Accords de Paris pour condamner «avec la plus grande vigueur tous les actes de violence commis, quels qu'en soient les auteurs et quelles qu'en soient les victimes¹⁰⁶». De plus, la ministre canadienne des Affaires extérieures tenait elle-même à évaluer la situation sur le terrain et se rendait au Cambodge du 8 au 10 avril¹⁰⁷.

Du 23 au 28 mai, une cinquantaine de scrutateurs canadiens, se joignaient aux 900 scrutateurs de 44 pays pour la supervision du vote¹⁰⁸. Le 2 juin, Mme McDougall exprimait sa satisfaction devant le déroulement des élections qu'elle qualifiait de «libres et équitables¹⁰⁹». Le Canada, concluait-elle, souhaite maintenant «pouvoir travailler avec un gouvernement qui reflétera la volonté de la population» et «estime que le prince Sihanouk joue(ra) un rôle crucial dans l'émergence d'un nouveau Cambodge».

2 – Le Japon

Un groupe consultatif pour la mise en application du rapport du Forum Canada-Japon 2000 a été établi le 11 juin. Quatre Canadiens dont le responsable sera M. Peter Loughheed formeront ce comité¹¹⁰. De plus, dans la foulée du rapport Canada-Japon 2000, le ministre du Commerce extérieur, M. Michael Wilson, lançait le 17 mai un plan d'action visant à aider les entreprises canadiennes à exploiter les débouchés du marché japonais¹¹¹.

3 – La Thaïlande

Avant de se rendre au Cambodge, la ministre des Affaires extérieures, Mme Barbara McDougall séjournait à Bangkok les 6 et 7 avril pour s'entretenir avec son homologue, M. Prasong Soonsiri, sur des questions relatives à la sécurité régionale, au commerce et au développement démocratique. Elle prenait en outre la parole devant la Chambre de commerce Thaïlande-Canada¹¹².

4 – La visite du Dalai-lama

Peu de temps après son passage controversé à la Conférence des droits de la personne de Vienne, le Dalai-lama se rendait à Montréal du 20 au

106. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 98*, 23 avril 1993.

107. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 86*, 2 avril 1993; *The Gazette*, 8 avril 1993, p. A18.

108. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 116*, 19 mai 1993.

109. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 127*, 2 juin 1993; voir aussi le communiqué no 122 du 26 mai 1993.

110. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 131*, 11 juin 1993.

111. Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, *Déclaration no 93/35*, 17 mai 1993.

112. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 86*, 2 avril 1993 et *Déclaration no 93/25*, 7 avril 1993.

25 mai pour participer à diverses activités spirituelles ou culturelles. Comparativement au protocole retenu lors de son dernier passage au Canada, où les contacts officiels avaient été limités au ministre d'État au multiculturalisme, le gouvernement canadien dépêchait cette fois-ci la secrétaire d'État aux Affaires extérieures pour accueillir le leader tibétain. Le Cabinet du Premier ministre, alors en période de transition, déclinait quant à lui l'invitation. Cette rencontre privée avec Mme McDougall était consacrée à des discussions sur la nation et la culture du Tibet, la question des droits de la personne et la création d'une zone de paix dans cette région¹¹³.

M — Chronologie thématique*

Aide canadienne au Soudan

1^{er} avril :

Le gouvernement canadien met à la disposition de l'UNICEF un avion Hercules C-130 pour l'envoi de secours d'urgence au Soudan. (Gouvernement du Canada, *Communiqué no 81*, 1^{er} avril 1993).

Fermeture de dix bureaux et consulats à l'étranger

6 avril :

On apprend les fermetures de certaines représentations du Canada à l'étranger dont les ambassades de l'Irak et du Zaïre, le haut-commissariat de Namibie, le consulat général de San Francisco, et les bureaux commerciaux de Houston et d'Orlando. (*The Globe and Mail*, 7 avril 1993, p. A1 ; *The Ottawa Citizen*, 7 avril 1993, p. A3).

Aide aux réfugiés

20 avril :

Le Canada verse \$ 2 millions en aide humanitaire à l'intention des réfugiés et des demandeurs d'asile vietnamiens et laotiens en Asie du Sud-Est. (Ministre des Relations extérieures et du Développement international, *Communiqué no 93-13*, 20 avril 1993).

Le décès du Président turc

20 avril :

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures se rend à Ankara pour représenter le Canada aux obsèques du Président turc, M. Turgut Ozal. (Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 93*, 20 avril 1993).

113. Claude LÉVESQUE, *Le Devoir*, 19-20 juin 1993, p. A9 et 22 juin 1993, p. B3 ; André PICARD, *The Globe and Mail*, 22 juin 1993, p. A4 ; voir aussi, Jeff SALLOT, *The Globe and Mail*, 9 juin 1993, p. A9.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

Rapport du FMI sur le Canada

20-22 avril :

Les quotidiens rapportent le contenu d'un rapport interne émis en février dernier par le FMI sur l'état de l'économie canadienne. Ce document qui a fait l'objet de discussions avec le Gouverneur de la Banque du Canada et le ministre des Finances met en garde Ottawa contre l'alourdissement de sa dette et celle de ses provinces. (J.J. MOSKAU, *The Globe and Mail*, 20 avril 1993, pp. B1-B3 ; *La Presse*, 22 avril 1993, cité par *L'Argus*, 23 avril 1993, pp. B10-B11).

Le Canada et la BERD

fin avril :

Le rappel au pays du représentant canadien à la Banque européenne de reconstruction et de développement, M. Don McCutchan, soulève les questions de l'Opposition à la Chambre des communes. Le Canada suit d'ailleurs de près les dépenses de cette institution financière et a même voté contre le budget soumis par la BERD pour l'année 1993. (Alan FREEMAN, *The Globe and Mail*, 17 avril 1993, p. B5, 21 avril 1993, pp. A1-A2 et 22 avril 1993, p. A4) M. McCutchan est remplacé à la mi-juin par M. John Coleman. (Alan FREEMAN, *The Globe and Mail*, 17 juin 1993, p. A6).

Séjour à l'étranger de Mme Vézina

7 au 16 mai :

La ministre des Relations extérieures et du Développement international, Mme Monique Vézina, doit se rendre au Bénin, les 8 et 9 mai, au Ghana, du 10 au 12 mai, au Niger, le 12 mai, au Mali, de 12 au 14 mai, puis en France du 14 au 16 mai. Cette visite est consacrée à réaffirmer l'engagement du Canada envers l'Afrique et préparer le prochain Sommet francophone. (Ministre des Relations extérieures et du Développement international, *Communiqué no 108*, 6 mai 1993 ; *Le Devoir*, 11 mai 1993, p. A4).

Promotion de l'expertise canadienne en géomatique

20 mai :

Arrivant du Mexique, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, M. Bill McKnight, débute en Arabie saoudite une mission commerciale de trois jours qui l'amènera ensuite au Yémen et au Koweït. Les entreprises représentées dans cette mission sont spécialisées dans le domaine de la géomatique. Il quittera le Moyen-Orient pour se rendre à Dublin, en Irlande, signer un protocole d'entente dans ce secteur. (Gouvernement du Canada, *Communiqué no 93/50*, 20 mai 1993 et *Communiqué no 93/51*, 24 mai 1993).

Le Canada et l'OUA

25 mai :

La ministre des Relations extérieures et du Développement international transmet les félicitations du Canada à l'OUA (Organisation de l'unité africaine) à l'occasion de sa trentième année d'existence. (Ministre des Relations extérieures et du Développement international, *Communiqué no 121*, 25 mai 1993).

Visites de M. Wilson à l'étranger

31 mai et 4 juin :

En route pour Paris, le ministre du Commerce extérieur, M. Michael Wilson, doit s'arrêter en Irlande où des entretiens bilatéraux avec le vice-premier ministre et le ministre des Affaires étrangères sont prévus, puis, sitôt les réunions de l'OCDE et du GATT terminées, il devra s'envoler vers Londres pour la tenue de rencontres informelles avec des investisseurs britanniques. (Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no 124*, 31 mai 1993).

La Conférence de l'ONU sur la pêche

début juin :

Le ministre des Pêches et Océans, M. John Crosbie, s'envole vers le Japon pour s'entretenir de l'ordre du jour de la Conférence internationale sur la pêche en haute mer. Le Canada se prépare activement à la tenue de cet événement qui aura lieu en juillet. (*The Globe and Mail*, 31 mai 1993, p. A3).

Accord militaire avec la Roumanie

8 juin :

La Roumanie et le Canada signent un accord bilatéral afin de faciliter la croissance de leurs échanges militaires. L'accord est signé dans le cadre de la visite au Canada du chef d'état-major général de la Roumanie, le lieutenant-général Dumitru Cioflina. (Ministère de la Défense nationale, *Communiqué no 14/93*, 8 juin 1993).

Achat de matériel militaire à une compagnie française

15 juin :

Un contrat de 83 millions de dollars en vue de l'acquisition d'armes antiblindées à courte portée avec la compagnie française *Aérospatiale* est approuvé. La livraison des 4500 missiles et des 425 postes de tir de type Éryx devrait débuter en décembre 1993. (Ministère de la Défense nationale, *Communiqué no 15/93*, 15 juin 1993; *La Presse*, 16 juin 1993, p. E3; Geoffrey YORK, *The Globe and Mail*, 16 juin 1993, p. A4).

Nominations diplomatiques

Juin :

La fin de mandat de M. Mulroney est marquée par de multiples nominations diplomatiques. M. Robert de Cotret est nommé représentant du Canada à la Banque mondiale et M. Guy Lavigueur, représentant canadien à la Banque inter-américaine de Développement. (Alan FREEMAN, *The Globe and Mail*, 17 juin 1993, p. A6). De plus, M. John Bell devient haut-commissaire en Malaisie, M. Benoît Bouchard, ambassadeur en France, M. Ernest Hébert, ambassadeur au Danemark, M. John Noble, ambassadeur en Grèce, M. Michel Roy, ambassadeur en Tunisie et Mme Anne-Marie Viarouge-Willis, consule à Lyon. (Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 134*, 18 juin 1993). Quelques jours plus tard, M. Don Cameron est nommé consul à Boston, M. Reginald Dorrett, consul à Sydney, M. Réjean Frenette, haut-commissaire au Nigéria, M. Stephen Heeney, ambassadeur aux Philippines et Mme Kathryn Hewlett-Jobes, haut-commissaire en Jamaïque, avec accréditation aux Bahamas. M. Rodney Irwin obtient le titre d'ambassadeur en Hongrie, avec accréditation en Albanie, en Bulgarie et en Slovénie, Mme Anne Leahy, celui d'ambassadrice en Pologne et M. Jon Scott, celui de haut-commissaire au Bangladesh. Enfin, M. Peter Sutherland se voit confier la charge d'ambassadeur en Arabie saoudite et Mme Lillian Thomsen, celle de consule générale au nouveau bureau de St-Petersbourg. (Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 137*, 24 juin 1993; *Le Devoir*, 25 juin 1993, p. A2).

II – Les relations extérieures du Québec

(avril à juin 1993)

A — Aperçu général

La décision du Comité des droits de l'Homme de l'ONU concernant le Québec est sans contredit le sujet qui a été le plus suivi ce trimestre par la presse écrite et parlée. Mais l'on retiendra aussi de ces trois mois, le «retour» du premier ministre Bourassa qui réalisait en mai son premier voyage à l'étranger depuis près d'un an et la mission en Europe de l'Est du ministre délégué aux Affaires internationales. Ce sont d'ailleurs les principales visites du trimestre puisque le ministère des Affaires internationales annulait, pour des raisons budgétaires, les visites en France du ministre des Affaires internationales et du ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie.